

**Décision n° 2017-015/CC sur la requête aux fins de déclaration d'inconstitutionnalité des articles 15 bis, 15 ter, 15 quater, 15 quinquies et 15 sixties de la loi organique n° 20/95/ADP du 16 mai 1995 portant composition et fonctionnement de la Haute Cour de Justice et procédure applicable devant elle, modifiée par la loi organique n° 017-2015/CNT du 21 mai 2015**

**Le Conseil constitutionnel,**

- Vu** la Constitution ;
- Vu** la loi organique n° 011-2000/AN du 27 avril 2000 portant composition, organisation, attributions et fonctionnement du Conseil constitutionnel et procédure applicable devant lui ;
- Vu** le règlement intérieur du 06 mai 2008 du Conseil constitutionnel ;
- Vu** la décision n° 2010-05/CC du 24 mars 2010 portant classification des délibérations du Conseil constitutionnel ;
- Vu** la requête de messieurs TRAORE Alain Edouard, YAMEOGO Dramane et OUATTARA Moussa, aux fins de déclaration d'inconstitutionnalité des articles 15 bis, 15 ter, 15 quater, 15 quinquies et 15 sixties de la loi organique n° 20/95/ADP du 16 mai 1995 portant composition et fonctionnement de la Haute Cour de Justice et procédure applicable devant elle, modifiée par la loi organique n° 017-2015/CNT du 21 mai 2015 ;
- Vu** la loi organique n° 20/95/ADP du 16 mai 1995 portant composition et fonctionnement de la Haute Cour de Justice et procédure applicable devant elle, modifiée par la loi organique n° 017-2015/CNT du 21 mai 2015 ;
- Vu** l'ordonnance aux fins de non-lieu partiel et de renvoi devant la chambre de jugement de la Haute Cour de Justice en date du 07 avril 2017;
- Vu** les pièces du dossier ;
- Ouï** les Rapporteurs ;

**Considérant** que le Conseil constitutionnel a été saisi par messieurs TRAORE Alain Edouard, YAMEOGO Dramane et OUATTARA Moussa le 29 mai 2017 aux fins de déclaration d'inconstitutionnalité des articles 15 bis, 15 ter, 15 quater, 15 quinquies et 15 sixties de la loi organique n° 20/95/ADP du 16 mai 1995 portant composition et fonctionnement de la Haute Cour de Justice et procédure applicable devant elle, modifiée par la loi organique n° 017-2015/CNT du 21 mai 2015 ;

**Considérant** que les requérants soutiennent que les articles 15 bis, 15 ter, 15 quater, 15 quinquies et 15 sixties de la loi organique ci-dessus visée violent le principe de non rétroactivité de la loi pénale inscrit à l'article 5 de la Constitution et qu'ils ne sauraient leur être applicables ;

**Considérant** cependant que la loi organique n° 017-2015/CNT du 21 mai 2015 modifiant la loi organique n° 20/95/ADP du 16 mai 1995 portant composition et fonctionnement de la Haute Cour de Justice et procédure applicable devant elle a été déclarée conforme à la Constitution par le Conseil constitutionnel suite à sa décision n° 2015-018/CC du 1<sup>er</sup> juin 2015 ; qu'en application de l'article 159, alinéa 2, de la Constitution, cette décision jouit de l'autorité de la chose jugée ; qu'en conséquence, il y a lieu de déclarer la requête irrecevable ;

### **D é c i d e**

**Article 1<sup>er</sup>** : la requête est irrecevable.

**Article 2** : la présente décision sera notifiée au Président du Faso, au Premier Ministre, au Président de l'Assemblée nationale, au Président de la Haute Cour de Justice, aux requérants et publiée au Journal officiel du Burkina Faso.

Ainsi délibéré par le Conseil constitutionnel en sa séance du 09 juin 2017 où siégeaient :

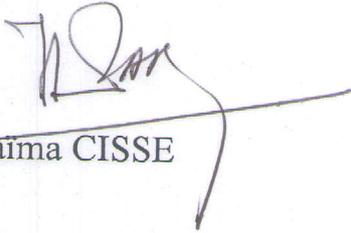


Monsieur Kassoum KAMBOU

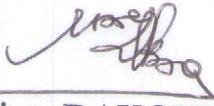
**Président**

**Membres**

Monsieur Anatole G. TIENDREBEOGO



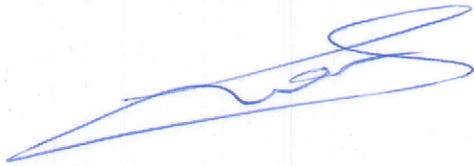
Monsieur Bouraima CISSE



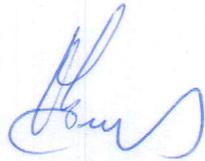
Madame Haridiata DAKOURE/SERE



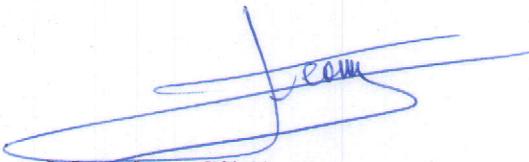
Monsieur Bamitié Michel KARAMA



Monsieur Georges SANOU



Monsieur Victor KAFANDO



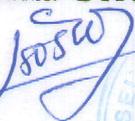
Monsieur Sibila Franck COMPAORE



Monsieur Gnissinoaga Jean Baptiste OUEDRAOGO



Madame Maria Goretti SAWADOGO



Assistés de Monsieur Daouda SAVADOGO, Secrétaire général.

